

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CILOGER HABITAT 3

Société Civile de Placement Immobilier

Au capital de 20 302 500 euros

Siège social : 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS
752.446.724 R.C.S. PARIS**AVIS DE CONVOCATION**

Les associés de la SCPI CILOGER HABITAT 3 sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire le lundi 16 Juin 2025 à 14h30, au siège social d'AEW situé au 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS (IMMEUBLE ELEMENTS).

À défaut de quorum, les associés sont informés que l'Assemblée Générale, sur seconde convocation, se tiendra le 30 juin 2025 à 14h30 au 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS (IMMEUBLE ELEMENTS). Vous trouverez toute information utile à cet égard sur notre site internet www.aewpatrimoine.com dès le 17 Juin 2025.

Les associés de la SCPI CILOGER HABITAT 3 seront appelés à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

➤ **De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

1. Lecture des rapports de la Société de gestion, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux Comptes et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
2. Affectation du résultat.
3. Approbation des conventions réglementées.
4. Approbation de la valeur comptable, de la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution.
5. Quitus à donner à la Société de gestion.
6. Nomination de membres du Conseil de surveillance.
7. Pouvoir aux fins de formalités.

➤ **De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

8. Numérotation des statuts de la Société.
9. Mise en conformité de l'article 23 des statuts avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024.
10. Mise en conformité des articles 23, 24 et 25 des statuts avec l'article 4 de l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025.
11. Décision de dissolution anticipée de la Société.
12. Nomination de la Société de gestion en qualité de Liquidateur et détermination de sa mission.
13. Détermination de la rémunération du Liquidateur et modification des articles 17 et 31 des statuts.
14. Mandats des membres du Conseil de surveillance.

Les associés de la SCPI CILOGER HABITAT 3 seront appelés à voter sur les projets de résolutions suivants :

LES RESOLUTIONS

➤ **De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport de la Société de gestion, le rapport du Conseil de surveillance et le rapport du Commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, constate l'existence d'un bénéfice de 558 833,97 € qui, augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de 38 738,88 €, forme un résultat distribuable de 597 572,85 €, somme qu'elle décide d'affecter de la façon suivante :

- À la distribution d'un dividende, une somme de : 548 167,50 €,
- Au report à nouveau, une somme de : 49 405,35 €.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L 214-106 du Code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et approuve son contenu.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, et conformément à l'article 23 des statuts encore applicable au jour de la présente assemblée, approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution telles qu'elles ont été déterminées par la Société de gestion, à savoir :

- La valeur nette comptable qui ressort à 22 081 354 €, soit 543,81 € pour une part ;
- La valeur de réalisation qui ressort à 21 412 628 €, soit 527,34 € pour une part ;
- La valeur de reconstitution qui ressort à 25 307 043 €, soit 623,25 € pour une part.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, donne à la Société de gestion quitus entier et sans réserve pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

En tant que de besoin, elle lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans l'intégralité de ses dispositions.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des dispositions de l'article 422-201 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du nombre de postes à pourvoir au Conseil de surveillance (soit 8 postes) décide, de nommer en qualité de membre du Conseil de surveillance, pour une durée de trois années qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale Ordinaire de la SCPI statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027*, les 8 candidats suivants ayant reçu le plus grand nombre de voix :

CANDIDATS	NOMBRE DE VOIX	ELU	NON ELU
M. Patrick BETTIN (R)			
M. Christian BOUTHIE (R)			
M. Bernard FRANTZ (R)			
Mme Patricia GRISOT (R)			
Mme Sandrine KONTZ (R)			
M. Georges PUIER (R)			
M. Aurélien ROL (R)			
M. Guy GALLIC (C)			
M. Stéphane TADYSZAK (C)			

(R) : Candidat en renouvellement - (C) : Nouvelle candidature

Il est précisé que seront exclusivement prises en compte les voix des associés présents ou votants par correspondance à l'Assemblée. Par ailleurs, en cas de partage des voix, le candidat élu sera celui possédant le plus grand nombre de parts ou, si les candidats en présence possèdent le même nombre de parts, le candidat le plus âgé.

*Sous réserve de l'adoption de la quatorzième résolution qui prévoit que les membres du Conseil de surveillance en fonction à la date de dissolution de la société ainsi que ceux qui auront été désignés à cette fonction postérieurement à cette date, demeureront en fonction jusqu'à la clôture de la liquidation.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal, à l'effet de remplir toutes les formalités légales, administratives, fiscales et autres, et, de signer à cet effet, tous actes, dépôts et en général, toutes pièces nécessaires.

➤ De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et ayant identifié une erreur matérielle dans la numérotation des articles des statuts, décide de réviser la numérotation des statuts de la Société suit :

~~ARTICLE 28 : AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS~~

ARTICLE 29 : AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

~~ARTICLE 28 : DISSOLUTION~~
~~ARTICLE 30 : DISSOLUTION~~

~~ARTICLE 29 : LIQUIDATION~~
~~ARTICLE 31 : LIQUIDATION~~

~~ARTICLE 30 : CONTESTATIONS~~
~~ARTICLE 31 : CONTESTATIONS~~

~~ARTICLE 31 : ELECTION DE DOMICILE~~
~~ARTICLE 32 : ELECTION DE DOMICILE~~

Les autres dispositions des statuts demeurent inchangées.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 modifiant l'article L214-109 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 23 des statuts, relatif à l'approbation par l'Assemblée générale des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la Société, comme suit :

« ARTICLE 23 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport de la société de gestion et du conseil de surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du ou des commissaires aux comptes.

*Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé, statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices, **et approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société.***

(...) »

Les autres dispositions de l'article 23 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 4 de l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 modifiant l'article L214-103 du Code monétaire et financier, sous la condition suspensive du dépôt devant le Parlement d'un projet de loi de ratification de ladite ordonnance dans le délai prévu par l'article 22 de la loi n° 2024-537 du 13 juin 2024, décide de modifier les articles 23, 24 et 25 des statuts relatifs aux Assemblées générales comme suit :

- Modification de l'article 23 des statuts

« ARTICLE 23 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(...)

Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. ~~Pour délibérer valablement sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.~~

L'assemblée générale ordinaire peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

~~*Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins 6 jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.*~~

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance. »

Les autres dispositions de l'article 23 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise la Société de Gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

- Modification de l'article 24 des statuts

« ARTICLE 24 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(...)

~~*Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire sur première convocation doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses* Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.~~

L'assemblée générale ordinaire peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

~~*Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins 6 jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.*~~ »

Les autres dispositions de l'article 24 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise la Société de Gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

Modification de l'article 25 :

« ARTICLE 25 : CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE

(...)

Les décisions collectives, par consultations écrites, doivent, pour être valables, réunir les conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus.

~~*Si les conditions de quorum ne sont pas obtenues à la première consultation, la société de gestion procède après un intervalle de six jours, à une nouvelle consultation par correspondance, dont les résultats seront valables quel que soit le nombre d'associés ayant fait connaître leur décision.*~~

La société de gestion ou toute personne par elle désignée, rédige le procès-verbal de la consultation auquel elle annexe les résultats du vote.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par la société de gestion. »

Les autres dispositions de l'article 25 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise la Société de Gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, décide la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable en conformité avec les dispositions de l'article 30 des statuts et des articles 1844-4 à 1844-9 du Code civil.

La Société subsistera pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Durant cette période, la dénomination sociale, suivie de la mention « Société en liquidation », ainsi que le nom du Liquidateur devront figurer sur les actes et documents destinés aux tiers.

DOUZIEME RESOLUTION

A compter de la dissolution, et en application de l'article 31 des statuts, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, nomme la Société de gestion en qualité de Liquidateur, pour la durée de la liquidation.

Elle lui confère les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation dans les conditions prévues dans les statuts et en se conformant aux dispositions légales.

Elle autorise le Liquidateur à relouer le cas échéant les locaux vacants jusqu'à leur cession afin de se conformer aux exigences de l'article 199 septvicies du Code général des impôts.

Elle fixe le siège de la liquidation au siège du Liquidateur.

TREIZIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la précédente résolution, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, décide de fixer la rémunération à percevoir par le Liquidateur de la manière suivante :

- i. En application de l'article 31 des statuts, le Liquidateur percevra, à raison des cessions d'actifs intervenant dans le cadre de la liquidation de la société, une rémunération égale, au maximum, à 2% hors taxe du produit net de tous frais de chaque cession constatée par acte authentique.

- ii. En application de l'article 17 des statuts, au titre des commissions sur la cession des parts et de la gestion de la société pendant toute la durée de la liquidation, le liquidateur sera rémunéré moyennant une commission :
- de gestion, fixée à 10 % hors taxes des produits locatifs hors taxes encaissés et des produits financiers nets encaissés, pour son administration et la gestion de son patrimoine ;
 - de cession de parts :
 - si la cession de parts n'intervient pas dans le cadre des dispositions de l'article L 214-93 du Code monétaire et financier, la société de gestion percevra à titre de frais de dossier, un forfait de 80 euros hors taxes, soit 95,68 euros taxes comprises (au taux de la TVA actuellement en vigueur). Ce montant sera indexé le 1er janvier de chaque année N, et pour la première fois le 1er janvier 2013, sur la variation au cours des douze derniers mois de l'année N-1, de l'indice général INSEE du coût des services (indice 4009 E des prix à la consommation)
 - si la cession est réalisée par confrontation des ordres d'achat et de vente, en application des dispositions de l'article L. 214-93 du Code monétaire et financier, la Société de Gestion percevra une commission de 4,50 % hors taxes calculée sur le montant de la transaction (prix d'exécution).

Elle décide de modifier en conséquence les articles 17 § 2 « commissions de la société de gestion » et 31 des statuts, ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 17 : REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION

[...]

2. commissions de la société de gestion

La société de gestion est rémunérée de ses fonctions moyennant une commission :

- *de souscription, fixée à 8,00 % hors taxes (9,57% TTC au taux de la TVA actuellement en vigueur) du prix d'émission des parts, à titre de remboursement de tous les frais exposés pour les études, recherches et démarches en vue de la constitution et de l'extension du patrimoine immobilier de la société et de la prospection des capitaux ;*
- *de gestion, fixée à 10 % hors taxes (11,96% TTC au taux de la TVA actuellement en vigueur) des produits locatifs hors taxes encaissés et des produits financiers nets encaissés, pour l'administration et la gestion du patrimoine ;*
- *de cession de parts :*
 - *si la cession de parts n'intervient pas dans le cadre des dispositions de l'article L 214-93 du Code monétaire et financier, la société de gestion percevra à titre de frais de dossier, un forfait de 80,00 euros hors taxes, soit 95,68 euros taxes comprises (au taux de la TVA actuellement en vigueur). Ce montant sera indexé le 1er janvier de chaque année N, et pour la première fois le 1er janvier 2012, sur la variation au cours des douze derniers mois de l'année N-1, de l'indice général INSEE du coût des services (indice 4009 E des prix à la consommation) ;*
 - *si la cession est réalisée par confrontation des ordres d'achat et de vente, en application des dispositions de l'article L 214-93 du Code monétaire et financier, la société de gestion percevra une commission de 4,50 % hors taxes (5,38% TTC au taux de la TVA actuellement en vigueur) calculée sur le montant de la transaction (prix d'exécution).*

Ces frais de cessions de parts sont à la charge des acheteurs, des donataires ou des ayant droits.

La société de gestion aura droit, à raison des cessions d'actifs intervenant avant l'ouverture de la liquidation de la société, à une rémunération égale à 2 % hors taxes du produit net de tous frais de chaque cession constatée par acte authentique.

En cas de dissolution de la société, pendant toute la durée de la liquidation de la société, jusqu'à la clôture de celle-ci, la Société de Gestion continue de percevoir la commission de gestion et la commission de cession de parts.

La prise en charge de frais supplémentaires pourra être soumise à l'agrément de l'assemblée générale des associés, pour couvrir des charges exceptionnelles ou non, qui pourraient résulter notamment de mesures législatives ou réglementaires ou de toutes autres circonstances juridiques, économiques ou sociales. La décision de l'assemblée générale devra être prise conformément aux dispositions de l'article L.214-106 du Code monétaire et financier. »

« ARTICLE 31 : LIQUIDATION

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par la société de gestion en fonction.

Pendant le cours de la liquidation, les associés peuvent, comme pendant l'existence de la société, prendre en assemblée générale les décisions qu'ils jugent nécessaires pour tout ce qui concerne cette liquidation. Tout l'actif social est réalisé par le liquidateur qui a, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus. Le liquidateur peut, notamment, vendre les immeubles de la société de gré à gré ou aux enchères, en totalité ou par lots, aux prix, charges et conditions qu'il juge convenables, en toucher le prix, donner ou requérir mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements et donner désistement de tous droits, avec ou sans constatation de paiement, ainsi que faire l'apport à une autre société, ou la cession à une société ou à toutes autres personnes de l'ensemble de biens, droits et obligations de la société dissoute.

En résumé, il peut réaliser par la voie qu'il juge convenable tout l'actif social, mobilier et immobilier, en recevoir le produit, régler et acquitter le passif sans être assujettis à aucune forme ni formalité juridique.

Le liquidateur a droit, à raison des cessions d'actifs intervenant dans le cadre de la liquidation de la société, à une rémunération égale, au maximum, à 2 % hors taxes du produit net de tous frais de chaque cession constatée par acte authentique.

Le liquidateur ayant la qualité de société de gestion continuera de percevoir, pendant toute la durée de la liquidation la commission de gestion et la commission de cession de parts visées à l'article 17 ci-avant.

Après l'extinction du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé à rembourser le montant des parts, si ce remboursement n'a pas encore été opéré.

Le surplus, s'il en reste, sera réparti entre tous les associés au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Pendant la durée de la société et après sa dissolution, jusqu'à la fin de la liquidation, les immeubles et autres valeurs de la société appartiendront toujours à l'être moral et collectif.

En conséquence, jusqu'à la clôture de la liquidation, aucune partie de l'actif social ne pourra être considérée comme étant la propriété indivise des associés pris individuellement. »

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, prend acte de ce que la dissolution de la société ne met pas fin aux mandats des membres du Conseil de Surveillance.

Conformément à l'article 18 des statuts, les membres du conseil de surveillance en fonction à la date de dissolution de la société ainsi que ceux qui auront été désignés à cette fonction postérieurement à cette date, demeureront en fonction jusqu'à la clôture de la liquidation. Par conséquent, les douze mandats en cours des membres du Conseil de Surveillance se poursuivront jusqu'à la clôture des opérations de liquidation.

LISTE DES CANDIDATS AUX ELECTIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

◆ **Monsieur Patrick BETTIN**

Âge : 76 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Retraité.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 9*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 1.

◆ **Monsieur Christian BOUTHIE**

Âge : 76 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Vétérinaire retraité. Président des Conseils de Surveillance d'ACCIMMO-PIERRE, ACTIVIMMO, ALLIANZ HOME, et de plusieurs fiscales.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 25*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 1.

◆ **Monsieur Bernard FRANTZ**

Âge : 71 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Journaliste pigiste pour différents sites de voyage.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 1*
Nombre de parts détenues dans la SCPI : 67.

◆ **Madame Patricia GRISOT**

Âge : 69 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Salariée.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 2*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 1.

◆ **Madame Sandrine KONTZ**

Âge : 48 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Sage-femme.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 3*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 1.

◆ **Monsieur Georges PUIER**

Âge : 78 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Retraite. Précédemment cadre dirigeant société de services. Associé de plusieurs SCPI et membre de conseils.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 9*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 1.

◆ **Monsieur Aurélien ROL**

Âge : 44 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Juriste fiscaliste dans le notariat.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 11*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 1.

◆ **Monsieur Guy GALLIC**

Âge : 73 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Ingénieur. Ancien cadre dirigeant Société européenne dans le domaine de l'aéronautique et de l'armement. Consultant. Investisseur immobilier privé.

Fonction occupée dans la SCPI : Néant.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 3*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 4.

◆ **Monsieur Stéphane TADYSZAK**

Âge : 53 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Directeur des Opérations Malteurop France/ Allemagne, groupe VIVESCIA depuis août 2021. Directeur des Opérations Malteurop EMEA, groupe VIVESCIA de juillet 2019 à août 2021. Directeur Industriel Malteurop France/ Allemagne, groupe VIVESCIA depuis mars 2016.

Fonction occupée dans la SCPI : Néant

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 3*

Nombre de parts détenues dans la SCPI : 3.

*Conformément à la position recommandation AMF 2011-25, modifiée le 5 mars 2021, la société de gestion met à disposition la liste exhaustive des mandats de membre du conseil de surveillance des candidats sur le site internet : www.aewpatrimoine.com